



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
19 juin 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Observations finales sur les Seychelles en l'absence de rapport*

1. En l'absence d'un rapport de l'État partie, le Comité des droits de l'homme a examiné la situation des droits civils et politiques énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux Seychelles à sa 2783^e séance, le 21 mars 2011. Conformément au paragraphe 1 de l'article 70 du règlement intérieur du Comité, le fait qu'un État partie ne présente pas son rapport comme l'y oblige l'article 40 du Pacte peut entraîner un examen en séance privée des mesures prises par l'État pour donner effet aux droits reconnus dans le Pacte ainsi que l'adoption d'observations finales provisoires.

2. À sa 2796^e séance, le 29 mars 2011, le Comité a adopté les observations finales provisoires ci-après.

A. Introduction

3. Le Comité regrette que l'État partie ne se soit pas acquitté de son obligation de présenter des rapports en vertu de l'article 40 du Pacte et que malgré de nombreux rappels, il n'ait pas soumis le rapport initial qui est attendu depuis 1993. Cela constitue un manquement grave aux obligations qui incombent à l'État partie en vertu de l'article 40 du Pacte. Le Comité regrette aussi qu'aucun représentant de l'État partie n'ait pris part à la séance consacrée à l'examen de la situation aux Seychelles bien que l'État partie ait été notifié que cet examen aurait lieu à la 101^e session et qu'il ait initialement fait part de son intention d'envoyer un représentant.

B. Aspects positifs

4. Le Comité se félicite que les instruments suivants aient été ratifiés par l'État partie :

- a) Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, de 1989;
- b) Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de 1990;
- c) Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de 1999;

* Adoptées par le Comité à sa 101^e session (14 mars-1^{er} avril 2011).



d) Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, de 2000;

e) Convention relative aux droits des personnes handicapées, de 2006.

5. Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption par l'État partie d'une Stratégie nationale de lutte contre la violence intrafamiliale pour 2008-2012.

C. Principaux sujets de préoccupation et observations provisoires

6. Le Comité salue la création de la Commission nationale des droits de l'homme et du Bureau du médiateur mais il est préoccupé par les informations selon lesquelles ces institutions n'ont pas de locaux ni de personnel qui leur soient propres, ce qui sème la confusion dans l'esprit du public. Le Comité s'inquiète aussi de ce que la Commission nationale des droits de l'homme n'a pas présenté de demande ni obtenu de statut auprès du Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, ce qui complique la surveillance du respect par la Commission des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (art. 2).

L'État partie devrait redoubler d'efforts pour veiller à ce que la Commission nationale des droits de l'homme soit indépendante et dotée des ressources nécessaires à l'exécution de son mandat. À cet égard, le Comité invite l'État partie à encourager la Commission à solliciter son accréditation auprès du Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et à s'assurer qu'elle soit conforme aux Principes de Paris.

7. Le Comité est préoccupé par le fait que les dispositions du Pacte n'aient semble-t-il jamais été invoquées devant les tribunaux nationaux. Il s'inquiète aussi de l'absence d'informations qui permettent de déterminer s'il est fait référence aux dispositions du Pacte pour interpréter la Constitution, en particulier la Charte des droits de l'homme et des libertés fondamentales (art. 2).

L'État partie devrait prendre des mesures propres à mieux faire connaître le Pacte aux juges, aux avocats et aux procureurs afin qu'il soit tenu compte de ses dispositions devant les tribunaux nationaux. À cet égard, l'État partie devrait prendre des mesures efficaces pour assurer une large diffusion du Pacte dans le pays.

8. Le Comité note avec regret que la clause générale de non-discrimination que contient la Constitution de l'État partie n'énumère pas les motifs de discrimination interdits tels qu'ils sont énoncés dans le Pacte. Il s'inquiète en outre que l'article 155 c) du Code pénal incrimine l'homosexualité masculine (art. 2, 3 et 26).

L'État partie devrait prendre les mesures législatives voulues pour que la clause générale de non-discrimination de sa Constitution soit conforme aux dispositions du Pacte. L'État partie devrait aussi faire immédiatement le nécessaire pour dépenaliser les actes sexuels consentis entre adultes du même sexe, afin de mettre sa législation en conformité avec le Pacte.

9. Le Comité constate avec préoccupation que la loi impose un délai de trente jours à compter de la date du litige pour introduire un recours devant la Cour constitutionnelle et qu'il ne peut pas être dérogé à ce délai (art. 2).

L'État partie devrait amender sa législation de façon à ce que le délai de trente jours soit étendu ou qu'il puisse y être dérogé de façon à garantir véritablement l'accès à la Cour constitutionnelle.

10. Le Comité est préoccupé par les informations indiquant que la discrimination est très répandue à l'égard des non-ressortissants, en particulier dans les secteurs du bâtiment, du tourisme et de la pêche commerciale. Le Comité regrette que les travailleurs étrangers perçoivent apparemment des salaires inférieurs à ceux des nationaux et soient soumis à de plus longues heures de travail que ceux-ci (art. 2 et 26).

L'État partie devrait veiller à ce que les non-ressortissants ne subissent pas de discrimination dans l'emploi et soient traités sur un pied d'égalité avec les citoyens.

11. Le Comité constate avec préoccupation la persistance des barrières sociales qui empêchent les jeunes filles enceintes de reprendre leur scolarité après avoir donné naissance à un enfant, et regrette que l'État partie n'ait pas pris de mesures spéciales pour s'assurer que ces jeunes filles puissent retourner à l'école (art. 3, 24 et 26).

Le Comité recommande que l'État partie mette en place des mesures de protection, y compris des mécanismes de suivi, qui permettent aux jeunes filles de reprendre leur scolarité après avoir donné naissance à un enfant. L'État partie devrait prendre les mesures spéciales voulues pour éliminer les préjugés et les barrières sociales qui empêchent ou découragent les mères adolescentes de retourner à l'école.

12. Le Comité salue les efforts de l'État partie en faveur de l'égalité des sexes, mais note avec préoccupation l'absence de démarche globale et systématique de transversalisation de la problématique hommes-femmes. Le Comité s'inquiète en outre que le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité reste faible tant dans la sphère politique que dans la vie publique, y compris au sein de l'Assemblée nationale, de la fonction publique et du système judiciaire (art. 3 et 26).

Le Comité invite instamment l'État partie à adopter une démarche globale et intégrée afin de s'assurer que la transversalisation de la problématique hommes-femmes est mise en pratique à tous les niveaux. Il recommande de plus que l'État partie prenne des dispositions spéciales pour accroître le nombre de postes de responsabilité occupés par des femmes dans tous les secteurs, y compris à l'Assemblée nationale et dans le système judiciaire et la fonction publique.

13. Le Comité prend note de l'adoption de la loi sur la violence intrafamiliale (protection des victimes) de 2000 et du Plan national d'action contre la violence sexiste pour 2010-2012, mais regrette que le nombre de cas de violences dans la famille signalés à la police ait apparemment doublé au cours des six dernières années. Le Comité note également avec préoccupation que la majorité des cas de violence signalés à diverses institutions comme le Tribunal de la famille et les services de probation ont trait à des violences commises contre des femmes et des enfants (art. 3 et 7).

L'État partie devrait renforcer l'action qu'il mène pour prévenir les violences contre les femmes et les enfants et en réduire le nombre. Le Comité demande instamment à l'État partie d'accorder un rang de priorité élevé aux mesures visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes dans la famille et dans la société, en particulier en renforçant l'action qu'il mène pour faire prendre conscience du problème. L'État partie devrait aussi veiller à ce que les affaires de violence intrafamiliale fassent l'objet d'enquêtes approfondies, que les auteurs de tels actes soient poursuivis en justice et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des sanctions appropriées, et que les victimes reçoivent une indemnisation adéquate.

14. Le Comité est préoccupé par les rapports faisant état d'un nombre élevé et croissant des cas de maltraitance des enfants dans l'État partie. Il note avec regret qu'entre janvier et décembre 2009, un total de 164 cas a été signalé aux services de la protection de l'enfance du Ministère du développement social, et que 80 % de ces cas concernaient des filles. Le Comité note en outre avec préoccupation que 61 % de ces cas concerneraient des violences sexuelles commises contre des enfants âgés de 1 à 14 ans (art. 7 et 24).

L'État partie devrait d'urgence renforcer l'action qu'il mène pour lutter contre la maltraitance des enfants en améliorant les dispositifs de détection précoce, en encourageant le signalement des cas présumés ou avérés et en veillant à ce que les affaires de maltraitance fassent l'objet d'enquêtes approfondies, que les auteurs de tels actes soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, condamnés à des sanctions appropriées, et que des moyens de réadaptation adéquats soient offerts aux victimes..

15. Le Comité se réfère aux observations finales du Comité des droits de l'enfant (CRC/C/15/Add.189, par. 21 et 22) et s'inquiète qu'il existe dans la législation de l'État partie un âge nubile différent pour les garçons et pour les filles (art. 3, 23 et 24).

L'État partie devrait faire tout le nécessaire pour revoir sa législation de façon à rectifier la différence d'âge nubile entre les garçons et les filles et veiller à ce que l'âge minimum soit conforme aux normes internationales.

16. Le Comité note que la police est habilitée à détenir une personne pendant une durée allant jusqu'à vingt-quatre heures avant de la relâcher sans retenir de charges contre elle. Il est toutefois préoccupé par les informations selon lesquelles la police retiendrait des personnes pendant des durées supérieures à la durée légale. Il est également préoccupé d'apprendre que dans l'État partie, la détention provisoire peut durer jusqu'à trois ans (art. 9).

L'État partie devrait veiller à ce que les cas présumés de non-respect de la période de détention de vingt-quatre heures donnent lieu à une enquête, que les responsables soient poursuivis et que les victimes soient correctement indemnisées. Il devrait, en outre, prendre toutes les mesures qui s'imposent pour que la détention provisoire soit l'exception et qu'elle s'effectue dans le respect des dispositions du Pacte.

17. Le Comité est préoccupé par les informations selon lesquelles les mineurs ne sont pas séparés des adultes dans la plupart des centres de détention de l'État partie (art. 10).

L'État partie devrait d'urgence mettre en place un système assurant la séparation entre les détenus mineurs et les détenus adultes. Il devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour que le traitement des détenus mineurs soit conforme au Pacte et aux Règles minima pour le traitement des détenus.

18. Le Comité prend note des efforts déployés récemment par l'État partie pour réformer le système judiciaire afin d'en améliorer l'efficacité dans le cadre du Plan stratégique concernant la justice (2010-2014) mais il est préoccupé par les informations faisant état de corruption dans l'appareil judiciaire. Il s'inquiète tout particulièrement du fait que de nombreux juges sont des non-Seychellois employés comme contractuels (art. 14).

L'État partie devrait prendre des mesures pour assurer l'indépendance de la justice et la soustraire à toute influence de l'exécutif. Il devrait notamment veiller à éliminer toute forme d'ingérence dans la justice, conduire des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur toutes les allégations d'ingérence,

notamment par le recours à la corruption, et poursuivre et punir les auteurs, y compris les magistrats qui seraient complices de telles pratiques.

19. Le Comité est préoccupé par la longue liste de motifs justifiant la limitation du droit à la liberté d'opinion et d'expression contenue dans l'article 22 2) de la Constitution de l'État partie, qui va au-delà des limites établies dans le Pacte. Le Comité est également préoccupé par les procès en diffamation intentés par le Gouvernement et de hauts-fonctionnaires pour faire taire des journalistes et des journaux. Il est particulièrement inquiet du fait que des journaux ont dû cesser toute activité à la suite de leur condamnation au paiement de fortes amendes pour diffamation (art. 19).

Le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les restrictions à la liberté d'opinion et d'expression soient conformes aux dispositions du Pacte. L'État partie devrait aussi veiller à mettre la législation relative à la diffamation en conformité avec les dispositions du Pacte en faisant en sorte qu'elle ne serve pas à étouffer la liberté d'expression.

20. Le Comité se déclare préoccupé par les informations selon lesquelles les décisions de recrutement dans la fonction publique de l'État partie seraient communément prises sur la base de l'affiliation politique, ce qui a pour effet d'exclure des candidats aptes et qualifiés qui ne souscrivent pas à l'action politique de l'actuel gouvernement (art. 2 et 25).

L'État partie devrait prendre les mesures voulues pour éliminer la discrimination à l'embauche dans la fonction publique fondée sur l'affiliation politique. Il devrait enquêter sérieusement sur ces allégations et poursuivre les responsables de telles pratiques.

21. Le Comité encourage l'État partie à solliciter la collaboration technique des organes et organismes compétents des Nations Unies, ainsi que celle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, afin qu'ils l'aident à s'acquitter de son obligation de soumettre des rapports en vertu du Pacte.

22. Le Comité invite l'État partie à soumettre son rapport initial avant le 1^{er} avril 2012.